

ce ne peut le réimpr. d'un côté, notre intention
(Cherbourg)

N^o. XXV.

L'AMI DU PEUPLE,

OU

LE PUBLICISTE PARISIEN,
JOURNAL POLITIQUE, LIBRE ET IMPARTIAL,

PAR UNE SOCIÉTÉ DE PATRIOTES,

ET rédigé par M. MARAT, Auteur de l'OFFRANDE
A LA PATRIE, du MONITEUR, & du PLAN DE
CONSTITUTION, &c.

Vitam impendere vero.

VERSAILLES ET PARIS.

Du Lundi 5 Octobre 1789.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

Discussions sur divers objets de Finance. --- Dé-
cret sur le prêt de l'argent. --- Réflexions sur
les dettes du Gouvernement, devenues dettes
Nationales. --- Sur le plan du premier Mi-
nistre des Finances. --- Vrais moyen de faire
face aux besoins de l'Etat. --- Annonce d'une
conjuración contre la Patrie.

Du 3 Octobre 1789.

Séance du matin.

A l'Assemblée, en l'ouvrant, on a proposé
pour revivifier le commerce, ranimer les manu-
factures, & donner du pain aux Ouvriers, de

B b

décréter, qu'il ne fut permis d'employer désormais aux Vêtements, ameublements, équipages, &c. que des matières fabriquées dans le Royaume. Cette motion faiblement appuyée, a été renvoyée au Comité de commerce.

M. Petion de Villeneuve a proposé, que le prêt d'argent à intérêt & à terme fut autorisé sous billet ou contract (1) : attendu que le numéraire étant devenu bien rare, il falloit pour vivifier le commerce & l'agriculture, en exciter la circulation. Ce qui nécessitoit l'abrogation des Loix & ordonnances fixant le taux de l'intérêt, qui doit toujours augmenter ou baisser à proportion de l'abondance ou de la rareté du numéraire.

Un Membre du Clergé a fait voir que l'argent étant une propriété représentative des autres propriétés, le possesseur d'une somme quelconque devoit avoir le droit d'en disposer en la prêtant, comme le possesseur d'une maison, d'un chapeau, d'un pré, avoit celui d'en disposer en le louant, & d'en tirer un revenu.

M. l'Abbé Maury appuyant la motion de M. Petion de Villeneuve, a observé que sans prêt à intérêt & à terme, le numéraire ne peut circuler, & que sans sa circulation le commerce ne peut exister; mais il a demandé que le taux du prêt fut fixé par la loi.

Un troisième Ecclésiastique a paru à la Tribune aux Harangues, pour combattre leurs sentimens; ainsi, on a vu dans l'Assemblée Nationale une véritable dispute de controverse,

M. Périssé a repoussé les raisons du Préopinant, & a observé que pour fixer le taux de l'intérêt, il falloit distinguer trois sortes de prêts,

(1) Quel seroit donc le gage du créancier?

celui de particulier à particulier ; celui de commerçant à commerçant ; celui des particuliers au Gouvernement ; les deux premiers intérêts peuvent être fixés ; mais le dernier variant par une infinité de circonstances , doit suivre le *cours des places de commerce*.

M. Target venant à l'appui de cet amendement , a remarqué qu'il est indispensable pour la circulation du numéraire ; mais que le taux du prêt , dépendant de celui qui possède le numéraire , il est impossible de le fixer ; que tout ce qu'on peut faire , est de permettre l'intérêt , suivant le cours des places de Commerce. La question ayant été jugée suffisamment discutée , l'Assemblée a rendu ce décret.
Tous Particuliers , Corps , Communautés & Gens de main-morte , pourront à l'avenir prêter l'argent à terme fixe avec stipulation d'intérêts suivant le taux déterminé par la Loi . sans entendre rien innover aux usages des Communes.

Relevons ici en passant cette honnête expression, *Gens de main-morte* : devoit-elle se trouver dans les décrets d'une Assemblée , appelée à consacrer la liberté ? Au demeurant , observons que ce décret réserve des dispositions contradictoires : car , si l'intérêt de l'argent varie avec le cours des places , c'est renverser les usages du Commerce , que d'en fixer le taux par une Loi.

Enfin M. le Comte de Mirabeau a relu le projet d'adresse. Cette pièce a été de nouveau applaudie , mais l'Assemblée n'en a pas ordonné l'impression , desirant que le Roi accepte auparavant la Déclaration des droits & les articles constitutionnels que M. le Premier Président lui a présentés.

*Réflexions sur les dettes du Gouvernement, des
revenues Nationales (1), sur le plan du pre-
mier Ministre des Finances, & le moyen de
faire face aux besoins de l'Etat.*

Les dons patriotiques se multiplient chaque jour; les Citoyens de tous les rangs s'empresseient de porter leurs offrandes : est-ce amour de la Patrie ? est-ce envie de se distinguer ? est-ce mauvaise honte de ne pas se montrer ? Peu m'importe. Mais il importe beaucoup au salut de l'Etat, de faire quelques réflexions sur ce sujet.

Qu'appelle-t-on la dette nationale ? Les dépenses énormes où le faste & les vices scandaleux de la Cour, l'inconduite, les déprédations & les folies du Gouvernement ont constitué la Nation ; les dons immenses que le Prince a prodigués, & prodigue encore à ses créatures ; les engagements onéreux qu'il a contractés, pour anticiper sur les revenus publics. Et c'est par des transactions aussi criminelles que l'Etat est à deux doigts de sa perte ! & c'est pour consacrer des engagements de cette nature, que la Nation se constitue solidaire ! & c'est pour assurer les moyens de les remplir, que le premier Ministre des Finances, après avoir perdu la Nation, en lui inspirant la science de l'agiotage, greve chaque Citoyen d'un impôt vexatoire !

(1) Il est plaisant d'entendre toujours les Ministres dire le Trésor-Royal, & la dette publique ; tandis que l'inverse est l'exakte vérité ; & plus plaisant encore d'entendre le Public répéter sottement ces discours. Le moyen que cela ne soit pas, leur métier est de leurrer le Peuple, & ils sont d'autant plus effrontés qu'il est plus ignorant,

Et c'est pour les consacrer que les classes, mêmes les plus indigentes se privent de leur dernière ressource ! Loin de nous l'idée odieuse de vouloir détourner ou tarir la source des ressources qui restent à la Patrie : mais craindrions-nous de l'épurer & de le diriger (1).

Le Ministre connoît à fond tous les côtés foibles des François : il a spéculé sur leur sottise vanité.

Qu'à sa sollicitation, le Prince envoie sa vaisselle d'argent à la Monnoie, c'est un acte d'ostentation peu méritoire. Que lui fait la perte d'une argenterie entassée dans des buffets ? Sa table n'en est pas moins couverte. Que dis-je, c'est un faux sacrifice, onéreux à l'Etat : bientôt cette superbe vaisselle sera remplacée par une vaisselle plus superbe encore.

Que des Ministres opulents imitent l'exemple du Prince : rien de mieux ; le faste jure avec leur caractère apostolique, & le sacrifice de leur vaisselle n'est qu'une petite restitution du bien des pauvres dont ils jouissent, & des appointements énormes qu'ils tirent de l'Etat (2).

Qu'un Administrateur des Finances, gorgé d'or, verse 100,000 livres dans le Trésor public ; rien de mieux, c'est une c'est une petite restitution

(1) Il est de notoriété publique que la maison Tellison & Necker n'a amassé des biens immenses qu'en accaparant des fonds publics adroitement discrédités, achetés à soixante & soixante & dix de perte, & revendus au poids peu de temps après.

(2) La fureur de louer tout ce qui vient des grands de la terre, est portée parmi nous jusqu'à la folie. Qu'on se rappelle les éloges dégoûtants, dont les papiers étoient remplis à la nouvelle de l'ordre qu'avoit donné le Monarque, de ne plus servir de pâtisserie sur sa table, & cela pour ménager la farine destinée à son Peuple affamé.

des sommes immenses , qu'a soutirées des Rentiers alarmés son pouvoir magique de l'agiotage.

Qu'un Duc verse cent mille livres dans le trésor public : rien de mieux ; c'est une petite restitution des brigandages de ses ancêtres (1) , ou des largesses de quelqu'un de ces tyrans qui affamoient leur peuple pour engraisser leurs favoris.

Qu'un Financier verse dix mille écus dans le trésor public : rien de mieux ; c'est une petite restitution des vols qu'il a fait à l'Etat.

Que des Communautés Religieuses abandonnent tous leurs biens à l'Etat , en se réservant une honnête pension : rien de mieux ; c'est lui restituer des fonds dont la superstition l'avoit privé.

Mais que des indigents se cottisent pour donner à l'Etat le denier de la veuve ; qu'un Ministre opulent les y invite sans pudeur ; & que l'Assemblée Nationale y souscrive sans examen : voilà de ces traits inconnus dans l'histoire , & réservés aux annales de nos jours. O François ! serez-vous donc toujours dans l'enfance , ne réfléchirez-vous jamais , & faudra-t-il sans cesse que l'Ami du Peuple vous desfile les yeux !

(1) Le souvenir de ces temps affreux , où les Gaulois furent dépouillés par les Francs , les Bourguignons , &c. n'est pas effacé de l'histoire.

La suite au prochain numéro.

Au Rédacteur de l'Ami du Peuple.

Paris le 4 Octobre 1789.

MONSIEUR.

Une nouvelle orgie célébrée à Versailles par les Gardes du Corps, les Officiers du régiment de Flandres, un grand nombre d'Officiers d'autres régiments, & les chefs de la Milice Bourgeoise; orgie où une grande Princesse a fait paroître l'Héritier du trône, où l'on a arboré une cocarde anti-patriotique, & où des sons mystiques de conjuration ont été répétés par éclats, vient de jeter l'alarme dans la Capitale: vous vous êtes montré digne de la confiance de tous les bons Citoyens, vous seul avez dévoilé les complots des traîtres; daignez nous aider de vos conseils.

Observations du Rédacteur.

Il est constant que l'orgie a eu lieu; il n'est pas moins constant que l'alarme est générale. Les faits nous manquent pour prononcer si cette conjuration est réelle. Mais fut-elle chimérique, qui doute que, si l'ennemi se présentait aujourd'hui à nos portes, il ne nous surprit au dépourvu. Cette négligence de pourvoir la Capitale de munitions de guerre de toute espèce, est un vrai crime d'Etat. En attendant qu'on fasse rendre compte au Comité militaire de sa conduite, il n'y a pas un instant à perdre; tous les bons Citoyens doivent s'assembler en armes, envoyer un nombreux détachement pour enlever toutes les poudres d'Essone: chaque District doit

retirer ses canons de l'Hôtel-de-Ville. La Milice Nationale n'est pas assez dépourvue de sens, pour ne pas sentir qu'elle ne doit jamais se séparer du reste de ses Concitoyens; que loin d'obéir à ses Chefs, s'ils s'oublioient au point de donner des ordres hostiles, elle doit s'assurer d'eux. Enfin, si le péril devenoit éminent, c'en est fait de nous, si le Peuple ne nomme un Tribun, & s'il ne l'arme de la force publique.

NB. Un point important à éclaircir, c'est de savoir si la garde soldée est pourvue; si elle l'est effectivement, il y a trahison avérée. Deux soldats viennent de m'assurer qu'ils ont tous un grand nombre de cartouches.

On souscrit à Paris & en Province chez tous les Libraires.

A Paris, chez *DUF OUX*, rue des Cordeliers
No. 6.

Hôtel de Ville de Paris. Comité de Police.

Permis à la Poste de faire circuler le Journal rédigé par M. Marat, intitulé: *le Publiciste Parisien*. Au Comité de Police, ce 8 Septembre 1789 Signés, BROUSSONET, LERASLE, LEROUX, MONDE.

De l'Imprimerie de *L. JORRY*, rue
de la Huchette.